

[fr](#)

[Press release](#) | 27.05.2011

Internet E-G8

Neutralité, partage, ils sont passés à côté.

Internet « civilisé », « responsable », « régulé » ? Les orientations politiques et économiques proposées au sein de l'e-G8 portent la marque des vieilles rentes industrielles. Nos grandes puissances sont passées à côté des potentiels et réalités de nouvelles modalités d'exercice de la démocratie, des libertés publiques et de l'accès aux savoirs. Exercice manqué d'un bouturage de la connaissance, moteur d'une nouvelle modernité. L'e-G8 confirme la volonté des grands États, dont la France en tête, de rester dans les formes économiques et sociales du siècle passé.

Pour **Sandrine Bélier**, eurodéputée membre de "Internet Core Group" du Groupe des Verts/ALE au PE:

« L'e-G8 continue d'institutionnaliser des politiques répressives mises en œuvres depuis plus de trois ans par les pays membres du G8, dont en premier lieu la France. « Civiliser » ou « réguler » Internet porte à terme un danger pour nos démocraties dont l'accès libre et ouvert est, comme nous l'ont encore rappelé Wikileaks, les révolutions arabo-musulmanes, ou les récentes manifestations en Espagne et en Grèce, l'un des fondements actuels. Aujourd'hui, la propriété intellectuelle permet la censure, demain ce seront les opposants politiques et les médias indépendants ? Si nous ouvrons la boîte de Pandore du filtrage et du blocage du Net, qui nous garantit aujourd'hui que nous n'irons pas vers de telles dérives ? »

Sandrine Bélier poursuit :

« Hadopi, Loppsi, ACTA : Les orientations politiques et économiques portées au sein de l'e-G8 sont également en totale opposition avec les conclusions à paraître officiellement en juin, de Franck La Rue, rapporteur spécial des Nations Unies pour la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Dans ce document, celui-ci appelle en effet les Etats à assurer le maintien de l'accès à Internet en toutes circonstances et les appelle à amender toute loi sur le copyright susceptible d'autoriser la coupure de l'accès à Internet. Internet a été construit par les Internautes et ne doit pas tomber sous la coupe d'un oligopole formé d'intérêts partisans et privés. Son caractère libre et ouvert doit non seulement être garanti mais doit, comme nous l'avons déjà exprimé avec les élus Verts/ALE au Parlement européens, être reconnu comme un droit fondamental. »

Et l'eurodéputée de conclure :

« L'article 19 de la Déclaration des droits de l'Homme dispose que chacun a le droit 'de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression

que ce soit'. Or, la la liberté de se connecter, indépendamment de l'importance qui doit être accordée à la recherche de nouveaux modèles économiques en matière culturelle notamment, est un préambule de cette liberté d'expression».

Recommended

Press release

guvendemir



[Nudifier ban: Greens/EFA turn deregulation attempt int...](#)

16.06.2026

Press release

Mixmagic



[EU Tech Sovereignty Package falls short](#)

03.06.2026

Letter

©mario-gogh



[European Technology Sovereignty Declaration for open,...](#)

01.06.2026

Press release

Jan van der Wolf



[Social Package step in the right direction but more am...](#)

06.05.2026

Please share

[•E-Mail](#)